

Convention portant amendement
à la Convention révisée pour la navigation du Rhin,
Signée à Mannheim le 17 octobre 1868

La République fédérale d'Allemagne,
Le Royaume de Belgique,
La République française,
Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
Le Royaume des Pays-Bas,
La Confédération suisse,

Ayant résolu de modifier partiellement la Convention révisée pour la navigation du Rhin, signée à Mannheim, le 17 octobre 1868 ainsi que les amendements ultérieurs, afin d'adapter l'organisation et le fonctionnement de la Commission centrale aux conditions actuelles de ses activités dans l'intérêt de la collaboration internationale, étant entendu que cette révision limitée ne porte pas atteinte aux principes fondamentaux du régime du Rhin,

sont convenus d'apporter d'un commun accord à la Convention révisée pour la navigation du Rhin du 17 octobre 1868, ainsi qu'aux amendements ultérieurs, les amendements et compléments suivants :

Article I

Les amendements suivants sont adoptés :

a) Dans l'article 9, la dernière phrase de l'alinéa 1 est modifiée comme suit :

« Dans ce cas, il devra, en outre, présenter au bureau de douane une manifeste conforme au modèle arrêté par la Commission centrale. »

b) A l'article 27, alinéa 1, la dernière phrase est supprimée.

c) A l'article 32, in fine, les mots « trois cents francs » sont remplacés par les mots « 600 francs-or d'un poids de 10/31 de gramme au titre de 0,900. »

d) A l'article 37,

alinéa 1, le terme « francs » est remplacé par les mots « francs-or d'un poids de 10/31 de gramme au titre de 0,900 » ;

alinéa 2, dans la première phrase, les mots « dix jours » sont remplacés par les mots « trente jours » ;

et, dans la deuxième phrase, les mots « d'un exposé sommaire des griefs et » sont supprimés (*),

alinéa 3, in fine, les mots « à Mannheim » sont supprimés.

e) Les articles 41 et 42 sont supprimés.

f) L'article 43 est modifié comme suit :

« Chacun des Etats contractants délègue de un à quatre commissaires pour prendre part à des conférences communes sur les affaires de la navigation du Rhin. Ces commissaires forment la Commission centrale, qui a son siège à Strasbourg. »

Chaque Etat contractant peut désigner des suppléants au nombre de deux au plus pour remplacer les commissaires empêchés, ou participer aux discussions des organes de travail institués par la Commission centrale. »

g) L'article 44 est modifié comme suit :

« La présidence est assurée par un commissaire, désigné pour une période de deux ans par chacun des Etats contractants à tour de rôle dans l'ordre alphabétique français des Etats. »

L'Etat par lequel commencera le tour de rôle sera fixé par le sort.

L'Etat suivant dans l'ordre alphabétique désigne le commissaire chargé d'assurer la vice-présidence. Le vice-président accède à la présidence à l'expiration de la période de deux ans visée au premier alinéa.

Tout Etat peut décliner la présidence ou la vice-présidence. »

h) L'article 46 est modifié comme suit :

« Chaque Etat contractant dispose d'une voix à la Commission centrale. »

(*) Dans la version allemande de la Convention de Mannheim ces mots se trouvent dans la première phrase de l'alinéa 2 de l'article 37.

Overeenkomst
tot wijziging van de Herzienne Rijnvaartakte,
ondertekend te Mannheim, de 17e oktober 1868

De Bondsrepubliek Duitsland,
Het Koninkrijk België,
De Franse Republiek,
Het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland,
Het Koninkrijk der Nederlanden,
De Zwitserse Bondsstaat,

Besloten hebbende de Herzienne Akte van Mannheim van 17 oktober 1868, evenals de latere wijzigingen, gedeeltelijk te wijzigen, teneinde de organisatie en het functioneren van de Centrale Commissie in het belang van de internationale samenwerking aan te passen aan de omstandigheden waaronder zij heden ten dage werkt, met dien verstande dat deze beperkte herziening geen inbreuk maakt op de grondbeginselen van het Rijnregime,

zijn overeengekomen in gemeenschappelijk overleg de volgende wijzigingen en aanvullingen aan te brengen in de Herzienne Rijnvaartakte van 17 oktober 1868, alsmede in de latere wijzigingen :

Artikel I

De volgende wijzigingen worden aangebracht :

a) In artikel 9 wordt de laatste zin van de eerste alinea als volgt gelezen :

« In dat geval moet hij bovendien ten douanekantore een manifest inleveren overeenkomstig het door de Centrale Commissie vastgestelde model. »

b) In artikel 27 vervalt de laatste zin van de eerste alinea.

c) In artikel 32, aan het eind, wordt in plaats van de woorden « driehonderd franken » gelezen « 600 goudfranken, van een gewicht van 10/31 gram met een gehalte van 0,900. »

d) In artikel 37,

eerste alinea, wordt in de plaats van het woord « franken » gelezen « goudfranken van een gewicht van 10/31 gram met een gehalte van 0,900 » ;

tweede alinea, eerste zin, wordt in plaats van « tien dagen » gelezen « dertig dagen » ;

en in de tweede zin, vervallen de woorden « van een korte opgave van de grieven en » (*);

derde alinea, aan het einde, vervallen de woorden « te Mannheim ».

e) De artikelen 41 en 42 vervallen.

f) Artikel 43 wordt als volgt gewijzigd :

« Iedere Overeenkomstsluitende Staat benoemt één tot vier Commissarissen voor het deelnemen aan gemeenschappelijke beraadslagingen over de zaken die de Rijnvaart betreffen. Deze Commissarissen vormen de Centrale Commissie welke haar zetel heeft te Straatsburg. »

Iedere Overeenkomstsluitende Staat kan ten hoogste twee plaatsvervangers aanwijzen ten einde de Commissarissen die verhinderd zijn, te vervangen of om deel te nemen aan de besprekingen van de door de Centrale Commissie ingestelde werkgroepen. »

g) Artikel 44 wordt als volgt gewijzigd :

« Het voorzitterschap wordt waargenomen door een Commissaris die door iedere Overeenkomstsluitende Staat, bij toerbeurt in alfabetische volgorde volgens de Franse benamingen der Staten, wordt aangewezen voor een periode van twee jaar. »

De Staat die met deze toerbeurt begint, wordt aangewezen door het lot.

De in het alfabet volgende Staat wijst de Commissaris aan die belast wordt met het vice-voorzitterschap. De vice-voorzitter wordt voorzitter aan het eind van de in de eerste alinea bedoelde periode van twee jaar.

Iedere Staat kan het voorzitterschap of het vice-voorzitterschap afwijzen. »

h) Artikel 46 wordt als volgt gewijzigd :

« Iedere Overeenkomstsluitende Staat beschikt over één stem in de Centrale Commissie. »

(*) In de Duitse tekst van de Akte van Mannheim komen deze woorden in de eerste zin van de tweede alinea van artikel 37 voor.

Un vote peut être émis sous réserve de confirmation ultérieure.

Les résolutions adoptées à l'unanimité sont obligatoires, à moins que dans le délai d'un mois l'un des Etats contractants n'ait fait savoir à la Commission centrale qu'il refusait son approbation ou qu'il ne pourrait la donner qu'après accord de ses organes législatifs.

Les résolutions adoptées à la majorité constituent des recommandations. Il en est de même des résolutions adoptées à l'unanimité en cas de refus d'approbation par un Etat dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

Toutefois les résolutions relatives à des questions internes de la Commission centrale sont valablement adoptées à la majorité des voix.

Les abstentions ne sont pas comptées dans le calcul des voix.

i) L'article 47 est modifié comme suit :

« Chacun des Etats contractants pourvoit aux dépenses de ses propres commissaires ainsi que des membres de la Chambre des Appels désignés sur sa proposition. La Commission centrale fixe d'avance son budget pour l'année suivante, et les Etats contractants y contribuent par parts égales. »

Article II

Les stipulations suivantes sont adoptées :

a) « Article 34bis

Les tribunaux pour la navigation du Rhin sont également compétents, selon l'article 34, II, c) si les parties sont liées par un contrat, sans préjudice de l'article 35ter; leur compétence ne s'étend cependant pas aux actions fondées sur un contrat et dirigées contre un bâtiment pour dommages causés par la faute de celui-ci aux personnes ou aux biens se trouvant à son bord. »

b) « Article 35bis

Lorsque, dans le cas de l'article 34, II, c), les faits dommageables se sont produits sur les territoires de deux Etats riverains ou lorsqu'il est impossible de déterminer sur quel territoire les faits se sont produits, la compétence appartiendra au tribunal seul saisi ou premier saisi.

Lorsqu'un tribunal de l'un des Etats a rendu une décision d'incompétence passée en force de chose jugée, le tribunal de l'autre Etat est tenu pour compétent. »

c) « Article 35ter

En matière civile, les parties peuvent convenir de saisir de leur litige soit un tribunal pour la navigation du Rhin autre que celui dont la compétence est prévue par les articles 35 et 35bis, soit, si la loi nationale ne s'y oppose pas, une autre juridiction ou une instance arbitrale. »

d) « Article 37bis

Lorsque dans un même litige le demandeur et le défendeur ont fait tous deux appel dans les délais légaux, l'un devant la Commission centrale et l'autre devant le tribunal supérieur national, la juridiction première saisie connaîtra des deux appels.

L'appel porté devant la Commission centrale est réputé formé aussitôt qu'il a été signifié, dans les formes et conditions prévues à l'alinéa 2 de l'article 37, au tribunal qui a rendu le jugement de première instance. Si les deux appels ont été introduits le même jour, la juridiction devant laquelle le défendeur a fait appel connaîtra des appels.

Chaque juridiction d'appel examine d'office si un appel a déjà été introduit devant l'autre juridiction d'appel.

La juridiction d'appel dessaisie aux termes de l'alinéa 1 renverra le litige, sur demande de l'appellant, à la juridiction à laquelle il appartient de connaître des appels aux termes de cet alinéa. Lorsque l'appel devant la juridiction dessaisie a été interjeté dans les délais, le délai d'appel est réputé observé aussi devant l'autre juridiction d'appel.

Een stem kan worden uitgebracht onder voorbehoud van latere bevestiging.

De met eenparigheid van stemmen genomen besluiten zijn bindend, tenzij een der Overeenkomstsluitende Staten binnen een maand de Centrale Commissie heeft doen weten dat hij weigert zijn goedkeuring eraan te hechten of dat hij deze goedkeuring slechts na toestemming van zijn wetgevende lichamen kan geven.

De met meerderheid van stemmen genomen besluiten zijn aanbevelingen. Dit is eveneens het geval met besluiten die met eenparigheid van stemmen zijn genomen, indien, onder de in de vorige alinea bedoelde voorwaarden, een Staat heeft geweigerd zijn goedkeuring eraan te hechten.

Besluiten betreffende interne aangelegenheden van de Centrale Commissie zijn evenwel geldig indien zij met meerderheid van stemmen zijn genomen.

Onthoudingen worden niet medegerekend bij de telling van de stemmen. »

i) Artikel 47 wordt als volgt gewijzigd :

« Iedere Overeenkomstsluitende Staat voorziet in de kosten zowel van zijn eigen Commissarissen als van de op zijn voorstel aangewezen leden van de Kamer van Beroep. De Centrale Commissie stelt van te voren haar begroting vast voor het volgende jaar en de Overeenkomstsluitende Staten dragen hierin ieder een gelijk deel der kosten. »

Artikel II

De volgende bepalingen zijn aangenomen :

a) « Artikel 34bis

Onverminderd artikel 35ter zijn de Rijnvaartrechtbanken overeenkomstig artikel 34, II, c, eveneens bevoegd, indien de partijen door een privaatrechtelijke overeenkomst zijn gebonden; hun bevoegdheid strekt zich evenwel niet uit tot op een privaatrechtelijke overeenkomst gebaseerde rechtsvorderingen tegen een vaartuig ter zake van schade door de schuld van dat vaartuig veroorzaakt aan personen of goederen die zich aan boord van dat vaartuig bevinden. »

b) « Artikel 35bis

Wanneer in het geval van artikel 34, II, c, de schadeveroorzakende feiten zich hebben voorgedaan op het grondgebied van twee Oever-Staten of wanneer het onmogelijk is vast te stellen op welk grondgebied de feiten hebben plaatsgevonden, berust de bevoegdheid bij de rechtbank alwaar de zaak alleen of het eerst is voorgebracht.

Wanneer de rechtbank van een der Staten zich onbevoegd heeft verklaard bij een uitspraak die in kracht van gewijsde is gegaan, wordt de rechtbank van de andere Staat voor bevoegd gehouden. »

c) « Artikel 35ter

In burgerlijke zaken kunnen de partijen overeenkomen hun geschil aanhangig te maken, hetzij bij een andere Rijnvaartrechtbank dan die welke overeenkomstig de artikelen 35 en 35bis bevoegd is, hetzij voor zover de nationale wetgeving zich hier tegen niet verzet bij een andere rechterlijke of scheidsrechterlijke instantie. »

d) « Artikel 37bis

Wanneer in eenzelfde geschil, de verzoeker en de verweerder beiden binnen de wettelijke termijnen in hoger beroep zijn gegaan, de een bij de Centrale Commissie en de ander bij de hogere nationale rechtbank, dan beslist de rechterlijke instantie waar het geschil het eerst is voorgebracht over beide beroepen.

Het hoger beroep dat bij de Central Commissie is ingesteld, wordt geacht van kracht te zijn zodra het volgens de in de tweede alinea van artikel 37 genoemde vormvoorschriften en voorwaarden betekend is aan de rechtbank die in eerste aanleg vonnis heeft gewezen. Indien de beide hogere beroepen op dezelfde dag zijn ingediend neemt de rechterlijke instantie waarbij de verweerder hoger beroep heeft ingesteld van beide beroepen kennis.

Iedere rechterlijke beroepsinstantie onderzoekt ambtshalve of een hoger beroep reeds aanhangig werd gemaakt bij de andere beroepsinstantie.

De beroepsinstantie, die volgens de eerste alinea niet van het beroep kennis mag nemen, verwijst, op verzoek van de appellant, het geschil naar de beroepsinstantie die volgens genoemde alinea van beide beroepen kennis dient te nemen. Indien het beroep binnen de vereiste termijn is ingediend bij de beroepsinstantie die niet van het beroep kennis mag nemen, wordt de beroepstermijn ook geacht te zijn inachtgenomen ten opzichte van de andere beroepsinstantie.

Les frais des appels comprennent également ceux qui, selon la législation de la juridiction dessaisie, ont été exposés par la procédure d'appel engagée. »

e) Article 44bis

Le Président dirige les débats des sessions. Il représente la Commission centrale, veille à l'exécution de ses décisions et, d'une manière générale, au bon fonctionnement de ses services.

Le Vice-Président supplée le Président en cas d'empêchement de celui-ci ou de vacance de la présidence jusqu'à désignation d'un nouveau Président. »

f) Article 44ter

La Commission centrale décide de l'organisation de ses travaux et de son Secrétariat.

Elle tient deux sessions par an; des sessions extraordinaires peuvent être convoquées par le Président à la demande d'un commissaire.

Elle constitue à titre permanent ou temporaire les organes de travail qui sont nécessaires à son activité. La présidence de ceux-ci est assumée par un commissaire ou commissaire suppléant selon rotation bisannuelle des Etats contractants. »

g) Article 44quater

L'allemand, l'anglais, le français et le néerlandais sont langues officielles de la Commission centrale. »

h) Article 44quinquies

La Commission centrale décide des relations à établir avec d'autres organisations internationales ou européennes. »

i) Article 45bis

Les attributions de la Commission centrale prévues à l'article 45, lettre c), sont exercées par une Chambre des Appels, composée d'un juge et d'un suppléant par Etat contractant.

La Commission centrale désigne pour une durée de six ans les juges et les suppléants parmi les personnalités qui seront proposées à cet effet par chacun des Etats contractants et qui doivent avoir une formation juridique ou une expérience de la navigation du Rhin.

Tout Etat peut renoncer à proposer un juge et un suppléant à la Chambre des Appels pour une durée d'une année au moins.

Un membre de la Chambre des Appels ne peut être révoqué si ce n'est par décision unanime de la Commission centrale. Les membres de la Chambre des Appels exercent leurs fonctions en pleine indépendance et ne sont liés par aucune instruction. Ils ne peuvent siéger dans une affaire dont ils ont déjà eu à connaître en une autre qualité.

Le suppléant remplace le juge titulaire en cas d'empêchement, de vacance ou de récusation.

La Chambre des Appels élit son président en la personne d'un membre de formation juridique. Son mandat est de trois ans et renouvelable. »

j) Article 45ter

La Commission centrale établit le règlement de procédure de la Chambre des Appels. »

Article III

Sont abrogés :

1. l'annexe A (Manifeste) à la Convention de Mannheim,
2. les lettres A et C du 9e chiffre du protocole de clôture de la Convention de Mannheim concernant l'article 47 de la Convention,
3. le Modus vivendi du 4 mai 1936 et son annexe pour les Etats contractants qu'il lie encore.

Article IV

Les Gouvernements des Etats contractants s'entendent sur la manière dont un Etat tiers, qui participait à la Commission centrale jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de la présente

Tot de kosten betreffende het beroep behoren tevens de kosten die, volgens de wetgeving van de instantie die niet van het beroep kennis mocht nemen, door het aanwangen van de beroepsprocedure zijn veroorzaakt. »

e) Artikel 44bis

De voorzitter heeft de leiding der zittingen. Hij vertegenwoordigt de Centrale Commissie, zorgt voor de uitvoering van haar besluiten en, in het algemeen, voor het goed functioneren van haar diensten.

De vice-voorzitter vervangt de voorzitter in geval van verhindering. In geval van de vacature van het voorzitterschap vervangt de vice-voorzitter de voorzitter tot aan de benoeming van een nieuwe voorzitter. »

f) Artikel 44ter

De Centrale Commissie beslist over de organisatie van haar werkzaamheden en van haar Secretariaat.

Zij houdt twee zittingen per jaar; buitengewone zittingen kunnen worden bijeengeroepen door de voorzitter op verzoek van een Commissaris.

Zij stelt de permanente of tijdelijke werkgroepen in, die voor het uitoefenen van haar werkzaamheden noodzakelijk zijn. Het voorzitterschap van deze werkgroepen wordt vervuld door een Commissaris of een plaatsvervangend Commissaris overeenkomstig een twejaarlijkse roulering der Overeenkomstsluitende Staten. »

g) Artikel 44quater

De Duitse, de Engelse, de Franse en de Nederlandse taal zijn officiële talen van de Centrale Commissie. »

h) Artikel 44quinquies

De Centrale Commissie beslist over het vestigen van betrekkingen met andere internationale of Europese organisaties. »

i) Artikel 45bis

De in artikel 45, onder c) bedoelde bevoegdheden van de Centrale Commissie worden uitgeoefend door een Kamer van Beroep, samengesteld uit een rechter en een rechter-plaatsvervanger voor iedere Overeenkomstsluitende Staat.

De Centrale Commissie wijst voor de duur van zes jaar de rechters en rechter-plaatsvervangers aan uit de personen die door iedere Overeenkomstsluitende Staat hiertoe worden voorgedragen en die een juridische opleiding moeten hebben ontvangen dan wel ervaren dienen te zijn op het gebied van de Rijnvaart.

Iedere Staat kan voor de duur van ten minste één jaar afzien van het recht een rechter en een rechter-plaatsvervanger voor de Kamer van Beroep voor te dragen.

Een lid van de Kamer van Beroep kan alleen worden ontheven van zijn functie door een met eenparigheid van stemmen genomen besluit van de Centrale Commissie. De leden van de Kamer van Beroep oefenen hun functie uit in volle onafhankelijkheid en zijn door geen enkele instructie gebonden. Zij kunnen geen zitting hebben in een zaak waarvan zij reeds eerder in een andere hoedanigheid kennis hebben genomen.

De rechter-plaatsvervanger vervangt de aangewezen rechter in geval van verhindering, vacature of wraking.

De Kamer van Beroep kiest als zijn voorzitter een lid met een juridische opleiding. Zijn ambtsperiode bedraagt drie jaar en kan worden verlengd. »

j) Artikel 45ter

De Centrale Commissie stelt de procedureregeling vast van de Kamer van Beroep. »

Artikel III

Vervallen zijn :

1. de Bijlage A (Manifest) van de Akte van Mannheim,
2. de letters A en C onder ten negende « Ten aanzien van artikel 47 van de Akte » van het Slotprotocol bij de Akte van Mannheim,
3. het « Modus vivendi » van 4 mei 1936 en de daarbij behorende bijlage voor de Overeenkomstsluitende Staten die hierdoor nog zijn gebonden.

Artikel IV

De Regeringen van de Overeenkomstsluitende Staten plegen overleg inzake de wijze waarop een derde Staat die, tot de inwerkingtreding van deze overeenkomst aan de Centrale Commissie heeft

Convention, continuera à participer à la Commission centrale avec des droits analogues à ceux qu'il exerçait auparavant et avec des obligations comparables à celles qui lui incombaient précédemment.

Cet Etat tiers aura les droits et obligations d'un Etat contractant, ainsi qu'ils seront convenus avec les Gouvernements des Etats contractants.

Article V

Les dispositions de la Convention de Mannheim et des amendements ultérieurs, pour autant qu'elles sont actuellement en vigueur et qu'elles ne sont pas abrogées ou modifiées par la présente Convention, font partie intégrante de la présente Convention.

Article VI

La présente Convention est soumise à ratification.

Les instruments de ratification seront, dans le plus bref délai possible, déposés au Secrétariat de la Commission centrale pour être conservés dans ses archives.

Un procès-verbal du dépôt des instruments de ratification sera dressé par les soins du Secrétaire général, qui remettra à chacun des Etats signataires une copie, certifiée conforme, des instruments de ratification ainsi que du procès-verbal de dépôt.

Article VII

La présente Convention entrera en vigueur le lendemain du dépôt du sixième instrument de ratification au Secrétariat de la Commission centrale, qui en informera les autres Etats signataires.

Article VIII

La présente Convention, rédigée en un seul exemplaire en allemand, en français et en néerlandais, le texte français faisant foi en cas de divergences, restera déposée dans les archives de la Commission centrale.

Une copie certifiée conforme par le Secrétaire général en sera remise à chacun des Etats contractants.

En foi de quoi, les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 20 novembre 1963.

Pour la République fédérale d'Allemagne :

Ad referendum,
G. von Haeflén.

Pour le Royaume de Belgique :

R. Coene.
S. François.

Pour la République française :

A. Gros.
D. Laval.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

A.W. Clarke.

Pour le Royaume des Pays-Bas :

W. Riphagen.

Pour la Confédération suisse :

Schaller.
Burckhardt.

Liste des pays liés

	Date de ratification	Date d'entrée en vigueur
Allemagne (Rép. Féd.)	25 octobre 1966	14 avril 1967
Belgique	13 avril 1967	»
France	10 août 1964	»
Pays-Bas	13 avril 1967	»
Royaume-Uni	20 avril 1965	»
Suisse	10 juin 1965	»

deolgenomen, zal blijven deelnemen aan de Centrale Commissie met rechten analoog aan die welke hij voordien genoot en met verplichtingen die te vergelijken zijn met de verplichtingen die hij te voren had.

Deze derde Staat zal de rechten en verplichtingen hebben van een Overeenkomstsluitende Staat, zoals deze met de Regeringen van de Overeenkomstsluitende Staten overeengekomen worden.

Artikel V

De bepalingen van de Rijnvaartakte alsmede de latere wijzigingen, voor zover deze tegenwoordig van kracht zijn en niet zijn vervallen of gewijzigd door deze Overeenkomst, zijn bestanddeel van deze Overeenkomst.

Artikel VI

Deze Overeenkomst dient te worden bekrachtigd.

De akten van bekrachtiging worden zo spoedig mogelijk nedergelegd bij het Secretariaat van de Centrale Commissie ten einde in haar archief te worden bewaard.

De Secretaris-Generaal maakt een proces-verbaal van de nederlegging der akten van bekrachtiging op; hij zendt aan iedere ondertekenende Staat een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van de akten van bekrachtiging, alsmede van het proces-verbaal van de nederlegging.

Artikel VII

Deze Overeenkomst treedt in werking op de dag na de nederlegging van de zesde akte van bekrachtiging bij het Secretariaat van de Centrale Commissie dat de andere ondertekenende Staten hiervan in kennis zal stellen.

Artikel VIII

Deze Overeenkomst, opgesteld in een enkel exemplaar in de Duitse, de Franse en de Nederlandse taal, wordt bewaard in het archief van de Centrale Commissie; in geval van verschil is de Franse tekst doorslaggevend.

Een door de Secretaris-Generaal voor eensluidend gewaarmerkt afschrift wordt toegezonden aan iedere Overeenkomstsluitende Staat.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, na overlegging van hun volmachten, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

Gedaan te Straatsburg, 20 november 1963.

Voor de Bondsrepubliek Duitsland :

Ad referendum,
G. von Haeflén.

Voor het Koninkrijk België :

R. Coene.
S. François.

Voor de Franse Republiek :

A. Gros.
D. Laval.

Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland :

A.W. Clarke.

Voor het Koninkrijk der Nederlanden :

W. Riphagen.

Voor de Zwitserse Bondsstaat :

Schaller.
Burckhardt.

List der gebonden landen

	Datum van bekrachtiging	Datum van inwerkingtreding
Duitsland (Bondsrep.)	25 oktober 1966	14 april 1967
België	13 april 1967	»
Frankrijk	10 augustus 1964	»
Nederland	13 april 1967	»
Verenigd Koninkrijk	20 april 1965	»
Zwitserland	10 juni 1965	»